

# COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 6

Bulletin d'information de la **CNGR**  
Coordination Nationale de la **Gauche Républicaine**

## A SAVOIR

### ET VLAN, V'LA LES CHIFFRES!

*A propos de la journée d'action du 10 mars, quelques commentateurs bien pensants ont prétendu que les Français, râleurs par définition, avaient tort de croire leur pouvoir d'achat en baisse. L'INSEE leur a infligé un démenti le 15 mars, en rendant publics ses chiffres pour 2003 : cette année-là, le salaire net moyen a diminué de 0,3%. Dans le même temps, le nombre de Français vivant sous le seuil de pauvreté a augmenté de 1%. Conséquence : en 2004 les RMIstes ont franchi la barre du million d'allocataires, soit une progression de 9% en un an.*

**CHARLES PIERI**, le parrain du séparatisme corse, comparait devant le tribunal correctionnel de Paris. Menant grand train de vie, le mentor du FLNC-Union des Combattants est accusé d'avoir créé ou contrôlé des entreprises afin de dégager des fonds occultes et de couvrir des activités de racket. Pour avoir dénoncé dans leur livre « Pour solde de tout compte » les dérives mafieuses des milieux séparatistes, deux anciens leaders de cette mouvance, Jean-Michel Rossi et François Santoni, ont trouvé une mort violente.

### L'IRAN DANS LE COLLIMATEUR

*Le Sunday Times du 13 mars affirme qu'Israël a établi des plans d'attaques aériennes et terrestres contre les installations nucléaires iraniennes, au cas où les négociations engagées entre Téhéran et l'Union Européenne échoueraient. Selon le journal britannique, les autorités américaines auraient laissé entendre à Ariel Sharon qu'elles ne feraient pas obstacle aux plans israéliens si l'Iran n'acceptait pas de renoncer à son programme nucléaire. Commentaire de Frédéric Lasserre, analyste de la Société Générale cité par l'AFP : « Dans cette hypothèse {des frappes ponctuelles contre l'Iran} et compte tenu de la tension actuelle sur le marché, une flambée de 20 dollars le baril de pétrole serait tout à fait plausible ». Depuis une semaine, le baril de brut ne descend pas au-dessous de 50 dollars.*

## EDITO: LE SURSAUT

Un million de manifestants dans tout le pays, dans plusieurs localités des cortèges comme on n'en avait jamais vus! La journée de mobilisation syndicale du 10 mars a été un grand succès, qui témoigne de l'extrême mécontentement des « Français d'en bas » à l'égard de ceux qui les gouvernent. Travailleurs du public et du privé se sont retrouvés au coude à coude pour défendre des revendications communes.

Il faut dire que tous les ingrédients sont réunis pour faire monter la colère. Alors que le pouvoir d'achat de nombreux salariés recule, les grands groupes capitalistes affichent avec insolence des bénéfices record pour l'année 2004 : + 25% pour la Société Générale, + 24% pour BNP-Paribas, 9 milliards d'euros pour le groupe Total, sans parler de LVMH, Bouygues et compagnie... Autre constatation: le chômage (statistiques officielles) a franchi la barre des 10% au moment où la droite étrillait les 35 heures au Parlement. Pour justifier ce mauvais coup, le baron des patrons assure « qu'il faut remettre les Français au travail », mais les entreprises délocalisent et licencient sans autre considération que le profit.

La France d'après-guerre n'a jamais connu pareille régression. En Allemagne, la même destruction des acquis sociaux est à l'œuvre, mais c'est le gouvernement « socialiste » de Schröder qui mène la danse. Dans nos deux pays, ce sont les directives européennes que les gouvernements appliquent au pied de la lettre, qu'il s'agisse de la remise en cause du régime des retraites, du démantèlement et de la privatisation des services publics, ou de l'austérité budgétaire et salariale. Les profits, en revanche, sont florissants.

Le discours dominant vise à enfermer le citoyen dans la seule « positive attitude » qui agréée à nos élites: la résignation. Le 10 mars, les centaines de milliers de manifestants et de grévistes ont avant tout exprimé des exigences sociales, mais leur mouvement est en soi un sursaut citoyen d'une grande importance.

D'ailleurs Raffarin ne s'y est pas trompé: l'ampleur de la mobilisation l'a contraint à abandonner la « sourdine attitude » qui est habituellement la sienne. Même si elle est minime et insuffisante, son offre de réouverture de négociations dans la fonction publique est révélatrice: le Premier ministre - et surtout Jacques CHIRAC selon les commentateurs - craignent de voir le Non l'emporter le 29 mai s'ils ne mettent pas d'eau dans leur vin.

Ce réveil inquiète d'autant plus nos gouvernants que l'adoption du « traité constitutionnel » repose avant tout sur la résignation des citoyens. On a d'abord pris soin de les tenir à l'écart de son élaboration, confiée à un cercle restreint de technocrates acquis à la cause des véritables maîtres du jeu : les banques et les groupes financiers. Même l'Assemblée Nationale n'a pas été consultée.

En bout de course, nos gouvernants consentent à se retourner vers le peuple pour lui proposer un choix « simple »: approuvez ce que nous estimons bon pour vous, faute de quoi c'est la catastrophe! Les citoyens ne doivent pas se laisser impressionner par tant d'arrogance.

La mobilisation sociale du 10 mars vient de faire reculer, certes modestement, ce gouvernement qui n'affichait jusque là que mépris et suffisance. Il est tout autant possible de le faire renoncer au projet de constitution qui n'est qu'un carcan juridique ultra-libéral visant à contenir les aspirations des peuples européens à de profondes transformations sociales et économiques.

Un Non puissant et massif le 29 Mai ramènerait nos gouvernants à plus de modestie. Il jetterait les bases d'un changement de politique, car une autre Europe est possible, sociale et démocratique.

La rédaction

**Faire du référendum du 29 mai une grande victoire de la République!****EMMANUELLI AU PILORI**

Le premier qui dit la vérité...Henri Emmanuelli peut se passer en boucle la célèbre chanson de Guy Béart: une semaine après être entré en campagne pour le Non, le voilà victime d'un lynchage médiatique en règle. Son tort ? Avoir rappelé deux faits historiques: « Il y avait une majorité de socialistes pour envoyer un contingent en Algérie, ce n'est pas pour cela que c'était une bonne chose. Il y avait une majorité de socialistes pour voter en 40 les pleins pouvoirs à Pétain et Laval; ceux qui l'ont fait ont été couverts d'opprobre, ceux qui ont résisté sont passés à la postérité ».

Nul amalgame avec la direction Hollande dans ces propos, mais un constat, de valeur universelle: ce n'est pas parce qu'on est majoritaire que l'on a raison. On objectera que les enjeux historiques ne sont pas comparables, et qu'Emmanuelli aurait mieux fait de le préciser. Mais il est pour le moins abusif de prétendre, comme le font les médias, télévision publique en tête, que le député des Landes a comparé ses camarades de parti favorables au Oui aux socialistes de 1940 et de 1956.

**DEUX SONDAGES**

Le premier dans le Parisien du 11 mars. A la question: « Pour la France, l'Europe est-elle plutôt une chance, une menace, ou ni l'une ni l'autre ? », 44% des personnes interrogées répondent plutôt une chance, 20% plutôt une menace, tandis que 33% estiment qu'elle ne représentent ni l'une ni l'autre.

Autrement dit, il ne se trouve qu'une minorité de Français à tirer un bilan positif d'un demi-siècle de construction européenne. C'est dire si cette Europe-là déçoit, en particulier dans les milieux populaires. A nous de renverser la vapeur en faisant triompher le Non, à nous de créer les conditions pour édifier une autre Europe, citoyenne et sociale.

Second sondage, dans l'édition du 6 mars du Journal du Dimanche: 23% des personnes interrogées se prononcent pour le Oui au référendum du 29 mai, 21% pour le Non, 14% ont l'intention de s'abstenir, alors que 42% n'ont pas encore arrêté leur décision. Les partisans du Oui ont donc raison de ne pas crier victoire. Quant aux partisans du Non de gauche, ils ne doivent pas épargner leurs efforts pour convaincre la grande masse des hésitants.

**300 COMITES UNITAIRES POUR LE NON DE GAUCHE**

Il existe à cette date 300 comités unitaires recensés par le collectif national du Non de gauche, constitué sur la base de l'Appel lancé l'automne dernier par deux cents militants représentatifs des différentes familles de la gauche, dont la CNGR. De nombreuses réunions et des meetings dans les grandes villes sont prévus. Le calendrier sera communiqué dans nos prochaines éditions.

**LE NON S'EXPRIMERA AU CONGRES DE L'UNSA**

L'Union Nationale des Syndicats Autonomes (UNSA), dont les dirigeants sont proches du PS, tient son congrès du 15 au 18 mars à Nantes. Dans son édition du 10 mars, Le Monde rapporte que « de nombreux militants et structures refusent la position officielle de l'UNSA qui, comme la Confédération européenne des syndicats dont elle est membre, soutient le «traité constitutionnel européen». Et le quotidien de citer les régions Bretagne, l'île-de-France, Limousin, Picardie, Rhône-Alpes et Pays-de-Loire parmi les opposants

**BILLET D'HUMEUR: A GAUCHE, DEBATTRE OU SE COMBATTRE**

Peut-on être de gauche et approuver le projet de «Constitution européenne»? Ceux qui se contentent d'en débattre à l'infini avec les «éléphants» du PS se trompent énormément. Car l'essentiel se joue ailleurs: dans nos quartiers, nos villages, sur nos lieux de travail, où des femmes et des hommes, résolument et sincèrement à gauche, s'apprennent à voter Oui. De bonne foi. Un Oui de principe à l'Europe. Mais un Oui qui ne résiste pas longtemps à l'analyse du texte, que nous avons donc le devoir de faire connaître.

Dès l'article 1-3-2, le traité stipule que «L'union offre à ses concitoyens...un marché intérieur où la concurrence est libre et non faussée». C'est au nom de ce principe que la droite au pouvoir, relayant les exigences du Medef, s'efforce de revenir sur l'ensemble des acquis sociaux imposés par la gauche et le mouvement social depuis la Libération.

Or une personne de gauche, aussi favorable à l'Europe soit-elle, sait bien que la concurrence «libre et non faussée» signifie toujours pour les entreprises plus de liberté de licencier, de délocaliser, de faire pression pour rogner sur les salaires et augmenter les profits. Il n'est donc pas étonnant que le Non gagne du terrain au sein du peuple de gauche.

Surpris par cette prise de conscience qui pénètre leur électorat, les dirigeants du PS favorables au Oui s'en irritent et se font menaçants: il ne saurait y avoir qu'un discours à gauche – le leur – et ceux qui en tiennent un autre doivent être combattus! Que l'on ne compte pas sur la Gauche Républicaine pour les suivre dans cette voie.

Certes, le clivage à gauche au sujet du traité constitutionnel de l'UE est profond, grave et inquiétant. Raison de plus pour éviter la diatribe et les propos outranciers. Il faut s'en tenir à la critique sans complaisance de l'argumentation de l'autre, à partir du texte du projet, où les questions à débattre ne manquent pas.

Je terminerai par un exemple, à propos des services publics, dont la défense doit être au cœur d'une politique progressiste. Toutes les formations de Gauche se sont opposées aux récentes lois de privatisation d'EDF et de La Poste. Fort bien! Mais ce que les Français attendent, c'est que la Gauche s'engage à remettre en place le service public dans ces deux secteurs d'activité lorsqu'elle reviendra au pouvoir. La CNGR considère cet engagement comme essentiel pour qu'une alternative de gauche soit crédible. Mais le «traité constitutionnel» prévoit, dans son article 3-166 que les entreprises publiques seront soumises aux règles de la concurrence. Autrement dit, si le Oui l'emportait, la gauche revenue au pouvoir devrait soit renoncer à ses engagements, soit entrer en conflit ouvert avec l'Union Européenne.

On mesure donc l'enjeu du référendum du 29 mai : si nous voulons qu'advienne une alternance républicaine et sociale, il faut que le Non l'emporte. Et pour faire gagner le Non, il faut convaincre le peuple de gauche, par le débat, par l'explication patiente, qu'il est de son intérêt de refuser la « constitution Giscard ».

**Pierre Carassus****Co-Président Délégué Général de la CNGR****Dossier en ligne:**

Constitution européenne: Le faux argument de la menace économique !  
de François de la Chevalerie